

LE POSITIONNEMENT DU RADIOPHARE

Le Cedre a construit cette journée d'information sur la question "Comment gérer sa propre communication dans cette nébuleuse ? Sous-entendu : nébuleuse égale l'Internet.

Je crois utile d'en dire un peu plus sur la nébuleuse car nous risquons de n'en éclairer qu'une infime partie, celle qui se prête à des définitions simples ; celle qui concerne des organisations publiques ou privées qui ont une vocation ou des missions précises et qui diffusent des informations liées à ces missions sur l'Internet.

- S'expriment ici aujourd'hui des autorités en charge de la gestion des crises qui s'interrogent sur l'efficacité du réseau en la matière...

- S'expriment ici aujourd'hui des journalistes spécialisés qui réinventent leur métier à l'aune des nouvelles technologies

- S'expriment ici aujourd'hui des militants de la protection de l'environnement qui ont trouvé avec l'Internet une manière efficace de promouvoir leurs actions.

- S'expriment ici aujourd'hui des observatoires tel Météo France pour lesquels le traitement et la diffusion de l'information environnementale est au cœur du métier

- S'exprime ici aujourd'hui la Marine Nationale qui, face à l'opinion publique fait œuvre de vulgarisation.

- S'exprime ici aujourd'hui le Ministère des Transports..., etc.

- S'exprime ici enfin l'industriel au cœur de la crise qui a utilisé l'Internet parmi d'autres supports pour justifier de son action et de sa politique...

Tout ça, c'est de l'information magistrale si je puis dire et dans l'ensemble je trouve que les uns et les autres la pratique plutôt bien. Il y a des efforts remarquables. Les sites du Cedre, de Météo France, de la Marine Nationale, etc, je dis bravo. Impeccable, utile...

Mais la question de l'Internet va bien au-delà de cette information ex abrupto.

Le RadioPhare que je représente ici n'entre par exemple dans aucune de ces catégories. On peut cependant dire qu'il témoigne d'une expérience de même nature que celle des élèves du groupe scolaire de Sainte-Agnès que Jean-Pierre Gallerand doit nous présenter.

Comme ce groupe scolaire, le RadioPhare existait avant le naufrage de l'Erika. Il n'était pas spécialisé dans les questions d'environnement en général, encore moins dans les questions de pollutions maritimes en particulier ; il ne l'est pas devenu.

Il n'était pas et n'est pas devenu le support d'une ligne politique. Il s'agit d'un site d'initiative locale sur l'Ile de Ré comme il en existe beaucoup dans l'univers du web indépendant qui permet à des gens (des

citoyens comme on dit) de se regrouper autour d'idées, de projets, de passions et dans le cas présent autour d'une zone géographique précise, elle même inscrite dans un plus vaste ensemble littoral atlantique. C'est dans ce contexte que nous avons passé l'Erika et que nous avons découvert la double problématique des pollutions maritimes accidentelles et de l'économie du transport maritime. Ce n'était pas prévu même si nous avons par la suite compris que c'était prévisible et, dans ce sens, le RadioPhare était et se trouve encore dans une situation très représentative de la société civile en général.

Je viens d'utiliser l'expression "web indépendant". Ce n'est pas une formule creuse. Ce sont ces milliers de sites offrant quelques millions de pages faites de passion, d'opinion, d'information, mises en place par des utilisateurs conscients de leur rôle de citoyens. Le web indépendant c'est un lien nouveau entre les individus mais sans mandat et sans autre légitimité que celle que confère l'exercice de la citoyenneté.

C'est bien une image de la société qui se reflète dans le web indépendant. On peut dire que ce n'est pas toute la société, on peut taper avec des statistiques cette population, on peut jouer au chat et à la souris pour éviter d'affronter la question. Mais, quoiqu'on fasse ou qu'on dise c'est bien la société civile que vous rencontrez sur l'Internet.

Lorsque l'Erika a coulé, le RadioPhare (web indépendant d'initiative locale donc) était en situation : Tout simplement parce que nous sommes sur l'Île-de-Ré, parce que le premier mouvement des nappes semblait annoncer la pire catastrophe pour les côtes de Vendée et de Charente-Maritime. Parce que nous nous interrogeons.

Notre premier réflexe a été d'essayer de comprendre et dans cet esprit notre première action a été d'organiser ce que nous avons appelé une "audition publique". Entièrement préparée sur l'Internet à la fois sur le fond et sur la forme. Sur le fond parce que nous avons été très rapidement en contact avec d'autres sites et sur la forme parce que l'Internet est un formidable outil de travail coopératif et à distance et que cela facilite considérablement ce genre d'organisation lorsque l'on ne dispose que de très faibles moyens.

Le 22 décembre dans la salle de la Maline à La Couarde sur Mer se retrouvaient à notre initiative des bretons, anciens sinistrés de l'Amoco Cadiz et des charentais qui faisaient alors figure de prochains sinistrés : une initiative en ligne donc, débouchant immédiatement sur une restitution off line.

Je rappelle que le 22 décembre les nappes n'avaient pas encore atteint les côtes. Il nous avait donc fallu dix jours pour entrer dans le sujet, nous organiser et réussir un premier échange d'informations utiles.

Le mot "utile" est important. Nous avons décidé d'échanger de l'information utile. Ce fut une journée de travail dense et passionnante à laquelle refusèrent de participer les services de l'Etat, les autorités locales, les élus et les scientifiques les plus proches. Ils avaient peut-être mieux à faire...

Puis le 29 décembre, la situation ayant évolué comme vous le savez, nous avons été capables d'organiser depuis le RadioPhare et avec ceux qui avaient rejoint le site (même s'ils n'étaient pas liés à l'Île de Ré, simplement parce que nous étions devenus une sorte de carrefour) une

seconde audition publique au Guilvinec. Là nous avons été totalement débordés par les officiels, par les politiques, par la presse traditionnelle, tout un univers de communication d'ancien régime qui s'est approprié la démarche. Le 29 décembre au Guilvinec nous n'avons pas pu vraiment travailler comme nous l'avions fait une semaine plus tôt ; nous en étions déjà aux effets de tribune.

Et là, il faut souligner un fait extrêmement significatif qui s'est produit ce 29 décembre au Guilvinec et qui fut une vraie leçon que, pour ma part, je n'oublierai jamais.

Pendant 15 jours et parallèlement à l'organisation des auditions publiques, nous avons réussi à mobiliser des géographes, des spécialistes du traitement de l'information géographique et nous avons mis au point et rendu accessible en ligne deux applications intéressantes. Un exercice de suivi et d'observation des pollutions à la côte qui a donné des résultats plutôt bons dans les premiers jours et qui a surtout permis aux correspondants du RadioPhare de découvrir ces techniques et puis une seconde application dont nous étions très fiers et qui ambitionnait d'accompagner la constitution de ce que nous avons appelé un réseau de "vigies littorales".

L'idée était la suivante : Puisqu'il y avait un RadioPhare sur l'Ile-de-Ré qui commençait à faire ses preuves, puisque c'était utile, nous pensions que l'urgence était de mettre en place ou de soutenir l'émergence d'autres "radiophares" comparables tout le long du littoral ou plus simplement de permettre à d'autres démarches indépendantes de se répertorier sur l'Internet puisque tout cela existe de manière diffuse.

Une vigie ou un RadioPhare dans chacune des 192 communes du littoral directement ou indirectement menacées par la pollution (disons de l'Ile de Sein à Saint-Georges de Didonne à l'époque)...

Des géographes et des webmestres ont travaillé d'arrache-pied et nous sommes arrivés tout fier à la date de l'audition publique au Guilvinec avec une application en ligne qui, rapidement, se présentait de la manière suivante : une carte interactive du littoral, associée à des bases de données, comportant d'office le nom et les coordonnées du maire de chaque commune et la possibilité pour un volontaire (je ne parle pas d'un volontaire pour travailler sur les plages) désireux de relayer l'information par rapport à une commune, de s'inscrire, de donner ses coordonnées et de commencer la mise en place d'un relais d'information mutuelle comparable au RadioPhare de l'Ile-de-Ré.

Vraiment, lorsque nous sommes venus devant l'assemblée du Guilvinec à laquelle beaucoup d'élus participaient cette fois nous étions sûrs de nous. Sûrs d'apporter quelque chose d'utile, sûrs d'être félicités voire applaudis... Naïfs ! Vous n'imaginez pas le scandale que nous avons provoqué. Vous n'imaginez pas combien les élus ont mal réagi comme s'il s'agissait d'un crime de lèse-majesté, comme si nous cherchions à remettre en cause leur légitimité. La présence côte à côte à l'écran des références du Maire et de celle de la "vigie littorale", la présence à parité d'un notable et d'un citoyen lambda, un volontaire, c'était beaucoup plus que ce que l' élu moyen est capable de supporter.

A ce moment précis il aurait fallu que la rencontre se produise avec les élus... il aurait fallu que cette volonté de coopération soit partageable et partagée pour profiter de l'occasion et inaugurer de nouvelles pratiques... Mais dès le 10 janvier cet espoir s'était évanoui et nous avons poursuivi nos recherches pour comprendre "entre nous" sans bénéficier de la

moindre reconnaissance, du moindre partenariat officiel... juste deux cent correspondants inscrits sur le site RadioPhare qui ont simplement approfondi leur manière de travailler ensemble et à distance...

Ainsi, en l'état actuel de l'Internet en France nous avons été pertinents pendant trois semaines. Je ne doute pas que la prochaine fois nous le serons pendant trois mois, la prochaine fois encore pendant trois ans et finalement je ne doute pas que dans cinq ans l'ensemble du paysage aura été transformé avec une société civile en ligne avec laquelle il vous faudra compter très sérieusement. Mais en attendant la fracture existe, la méfiance s'est installée, vous êtes passés à côté d'une réelle opportunité, vous êtes passés à côté de la société.

LE POIDS DETERMINANT DU WEB INDEPENDANT SUR L'INTERNET

Lorsque je dis "la société", inutile de me répondre qu'il est bien présomptueux d'affirmer que le Web indépendant et la société c'est la même chose. Bien sûr ce n'est pas TOUTE la société mais je vous garantis qu'il s'agit d'un reflet relativement fidèle et, dans tous les cas, au moins aussi fidèle que, disons-le presque au hasard, ceux qui sont en position de représentants de la société.

Sur l'Ile de Ré, par exemple, il y a environ 120 internautes actifs, opérationnels, à l'écoute. Ce n'est ni plus ni moins le même nombre que celui des conseillers municipaux des 10 communes de l'Ile, ni moins volontaires, ni moins représentatifs. Ça compte lorsque l'on se prend à faire l'inventaire des forces vives sur un territoire.

Ce qu'il faut bien comprendre si l'on ne veut pas courir le risque de ne RIEN comprendre à la nébuleuse, c'est que le web indépendant dont le RadioPhare est une manifestation parmi mille autres est la tendance lourde et majoritaire de l'Internet et que ce phénomène ne s'est pas démenti au cours des six dernières années malgré tout ce que les marchands et les journalistes tentent régulièrement de prédire.

Il faut tout de même que je revienne un moment sur l'histoire de l'Internet ces cinq dernières années car je suis bien placé pour savoir que la pratique des uns et des autres est telle que cette histoire échappe à beaucoup. Cette histoire qui est d'abord celle du web indépendant autrement dit celle d'une société qui, progressivement, prend la parole.

Déjà en 1995 on annonçait que les marchands allaient nous remplacer... adieu Web indépendant. 1995, c'est l'époque où le grand public a pu commencer à se connecter à l'Internet en Europe. Or, comme chacun sait, dans l'esprit des marchands et des journalistes, le grand public est une masse imbécile, dont le seul but dans la vie est la consommation. On nous expliquait déjà à cette époque là que l'Internet allait changer : d'un réseau d'échange d'information, il deviendrait un réseau de consommation de l'information.

Manque de chance dès 1995, tout est venu contrarier ce fantasme : les fournisseurs d'accès se sont vus contraints, par la demande, d'offrir avec leur abonnement d'accès un espace d'hébergement pour les sites persos des abonnés. En 1995, on disposait pour s'exprimer en ligne d'un espace de quelques centaines de kilo-octets (moins que l'équivalent d'une disquette !), l'année suivante les "consommateurs" réclamaient des méga-octets. Et tous les services d'hébergement gratuit (Mygale, Altern...) devenaient les serveurs les plus visités sur le réseau ; l'email s'imposait comme l'un des principaux usages (en terme de trafic) sur le réseau...

Aujourd'hui, rien qu'en France, pour deux ou trois millions d'utilisateurs connectés régulièrement, on compte entre 600 et 800 000 sites Web de particuliers (en 1996, on recensait 170 000 sites pour le monde entier). Bref, l'internaute qui se connecte n'est pas un consommateur passif, il utilise au contraire largement le réseau pour s'exprimer.

Aucune statistique n'indique que, plus le grand public se connecte, moins les internautes désirent s'exprimer ; pourtant cette vieille lune nous est servie avec une régularité sidérante. On voudrait nous faire croire que celui qui s'exprime est un résistant ou un dissident. Il y a même une version franchement péjorative : On dit aussi "charlatans". C'est en tout cas l'expression que le député Le Drian a osé employer dans le rapport de la commission d'enquête de l'assemblée nationale sur la toxicité de la cargaison de l'Erika en dénonçant "l'alliance du charlatanisme et de l'Internet".

Drôle de manière d'analyser l'alliance entre la société civile et l'Internet, ce phénomène qui ne cesse de s'amplifier depuis cinq années.

En 1996 il y eut les premières évolutions significatives du HTML et l'arrivée des graphistes. Le Web indépendant, nous a-t-on alors expliqué, ne saura pas s'adapter, comprendre toute la complexité de ce langage, maintenant c'est un travail de professionnels.

Alors on a vu apparaître des sites d'entreprise ou d'organisation tous plus lourds et statiques les uns que les autres ; les journaux se sont emplis de copies d'écrans que personne ne visitait. A l'inverse, le Web indépendant s'adaptait, les pages d'information sur les subtilités du HTML (la grande époque du guide UNGI) mettaient à la portée de tous les bases indispensables, et puisque ce Web privilégiait le fond sur la forme (sans la sacrifier pour autant, mais avec une économie de moyens techniques que les sites professionnels mettront longtemps à comprendre), cette mode des beaux sites idiots a disparu (presque...), et le Web indépendant l'a enterré.

Après les effets d'annonce n'ont pas cessé. Nous avons eu régulièrement droit au CD ROM hybride, au développement des plugs-in, aux annonces régulières sur la révolution des mondes virtuels en 3D, au serpent de mer de networks computers.

Significatif les network computers : En gros, ce sont des ordinateurs aux fonctionnalités très limitées, sans écran et sans clavier, et souvent sans disque dur. Vous les branchez sur votre écran de télévision, et vous utilisez une télécommande pour naviguer sur le Web. Bien entendu, c'est connecté à l'Internet

Là encore, on nous a souvent expliqué que cette "killer-application" révolutionnerait l'Internet, que les citoyens n'auraient plus d'ordinateur permettant de fabriquer des sites Web, qu'en plus personne ne viendrait plus visiter les derniers sites amateurs survivants, parce que les utilisateurs ne pourront pas taper (sans clavier) leurs adresses, le trafic se concentrant sur les sites référencés sur les portails associés à ces web-computers.

Sauf que non, ça ne prend pas. Personne n'en veut. La raison est que tout l'intérêt de l'Internet (à force de le répéter, on va peut-être le

comprendre) réside dans la participation, la possibilité de collaborer, manipuler, transmettre et retransmettre l'information ; et ça, sans disque dur et sans clavier, c'est pas évident... L'Internet à sens unique, il va falloir l'accepter, ça n'intéresse pas grand monde : sinon on se serait contenté des cédéroms et de la télévision.

L'histoire du push, c'était vers 1997-1998. C'est le plus bel exemple que l'on doit donner à ceux qui s'enthousiasment pour les technologies innovantes de la nouvelle économie et pour leurs concepts novateurs (et autres nouveautés nouvelles). La presse toute entière, pendant un an, n'a parlé que de cela. "Sur le Web, l'utilisateur doit aller chercher l'information (modèle "pull"). Le modèle "push", à l'inverse, devait apporter l'information sur le poste de travail de l'utilisateur.

Le push, l'avenir de l'Internet. "Alors là, c'est sûr coco, vos petits webs indépendants, c'est terminé ! Retournez jouer dans votre coin ; la cour des grands, maintenant, c'est le push...". A l'époque, ceux qui expliquaient que le push était sans avenir, parce que les défauts l'emportaient très largement sur le minuscule avantage qu'il présentait, étaient regardés de très haut. Trois entreprises se battaient pour imposer leur propre logiciel client de push, et tous les gros fournisseurs de contenu se battaient pour passer au push.

Le plus drôle, c'est qu'aujourd'hui, ceux qui n'ont pas connu cette époque ne savent même pas ce qu'est le push, et ceux qui l'ont connu auraient du mal à vous citer le nom des logiciels qui permettaient d'y accéder (pourtant, ces trois boîtes étaient citées chaque jour dans la presse) !

Inutile de perdre du temps à vous expliquer le principe inepte du push ; tout l'intérêt, ici, c'est de savoir que la presse n'a parlé que de ça pendant une bonne année, que tous les professionnels de la profession tenaient salon pour expliquer cette évolution (cette révolution, même) de l'Internet, comment ça allait réellement rendre service aux gens, faciliter le travail des entreprises, créer des milliards de bénéficiaires (créer des emplois, lutter contre la faim dans le monde et soigner le SIDA et le cancer... et pourquoi pas empêcher les Erikas de couler). Et, toujours, cette affirmation : le Web tel que vous le connaissez est déjà mort, maintenant c'est le push, et vos petits sites sympathiques vont disparaître.

Le push est mort. Totalemment. Le Web indépendant est toujours là, merci... Quand au principe d'envoyer l'information à l'utilisateur sans qu'il ait besoin de se connecter à un site Web, ça existe toujours ; mais ça se fait très bien par email (l'un des systèmes les plus anciens et rudimentaires de l'Internet) !

Parallèlement on a aussi vu l'arrivée de la presse établie (journaux, chaînes de TV...) sur le Web, le Télégramme de Brest par exemple. "Merci les petits sites artisanaux, mais maintenant que la vraie info est dispo sur le Web vous allez disparaître". Ce qu'on voit plutôt c'est que la presse est dans l'oeil du cyclone et ne sait toujours pas par quel bout prendre le web (un coup il faut s'abonner, un coup ça va être financé par la publicité, un coup c'est gratuit). Vous vous souvenez de la première version du Monde où on était censé avoir un porte-monnaie électronique et acheter chaque article ?

On arrive en 1999 avec la découverte du portail. Le portail, l'agrégateur de contenus, consiste tout simplement à faire travailler les autres à son propre profit. Cherchez bien : ça ne marche pas et ça n'existe pas. Si un site se contente de faire des liens vers d'autres sites, ce qui est la base de l'Internet, il ne rapporte rien et n'intéresse personne car il y aura toujours un concurrent pour offrir, en plus du référencement, des contenus originaux (ce qui contribue immédiatement à tuer le modèle économique du portail).

Bien entendu, le mot "portail" a perduré : mais il ne s'agit alors que d'un terme marketing signifiant " site à la noix leader sur son secteur avec des liens vers les sites pas leaders". Grosso modo : n'importe quel site Web dont les concepteurs se prennent pour les maîtres du monde. Exemple pratique : le jour où le moteur de recherche Altavista a décidé de devenir un portail, il s'est fait laminer par un concurrent nommé Google, qui ne fournissait rien d'autre que la fonction de moteur de recherche, à l'exclusion de toute classification du type "toute l'info d'un seul clic" et de tout enrichissement graphique. Réplique du portail Altavista : un service nommé Raging, copié sur Google, à l'opposé du principe du portail. De là à dire que les internautes ne veulent pas perdre leur temps sur les portails...

On passera vite sur la dernière période avec le Wap de l'an 2000 : Nul ne sait exactement ce qu'est le Wap. Une chose est certaine : ça a déjà coûté des milliards et c'est déjà mort. Aujourd'hui les téléphones "Wap-inside" sont dans le commerce, mais personne ne les utilise.

Depuis le début de l'année, on nous pondait des notes d'information sur le Wap, c'est génial, c'est l'Internet du futur (dans pas longtemps, l'Internet mobile représentera 99% du marché), depuis quelques semaines, plus personne n'oserait miser un centime là-dessus. Accélération du rythme des killer-app : elles sont désormais ringardes avant d'avoir existé.

Résultat des courses sur cinq ans, le Web c'est nous... : les seuls survivants de cette succession de killer-applications, c'est nous, nous auxquels chaque nouvelle vague promettait un avenir funeste : Le Web citoyen, indépendant, l'utilisation simple et naturelle d'un média pour communiquer.

Nos petites pages, modestes et géniales, sont la seule constante de l'Internet, la seule richesse qui ne disparaît pas, le seul principe qui ne trépane pas avec les modes. Toujours plus nombreuses, toujours meilleures, sans bruit et sans killer-application. Entre discours consuméristes, cyber-conneries et volontés de régulation, nous faisons entendre notre voix, celle d'une attitude active de tous les utilisateurs du réseau, fondée sur l'échange, l'information mutuelle, opposée à une vision purement propagandiste de l'Internet.

ET MAINTENANT ?

Le détour historique était un peu long mais absolument nécessaire pour bien

comprendre que la nébuleuse c'est ça : Des "citoyens" qui tentent par tous les moyens de jouir de ces biens communs que sont les moyens de communication, la culture et la liberté d'expression. Ce qu'ils vivent chaque jour sur le réseau la seule chose qui leur semble intéressante : la possibilité pour chaque citoyen de s'exprimer, simplement, directement, de publier et d'échanger.

Il est temps de reformuler la question de départ : Une société civile plus expressive et mieux informée peut-elle avoir un poids dans la "lutte contre une pollution accidentelle majeure" ?

Oui, bien sûr, cela peut paraître évident mais il faut que certaines conditions préalables soient réunies : Le meilleur gage de réussite des opérations quand l'évènement survient c'est d'abord l'information mutuelle généralisée : c'est à dire un dialogue, instauré dès avant la crise, entre des pouvoirs publics informés et préparés d'une part, et des citoyens tout aussi informés et préparés d'autre part. Or la première condition de ce dialogue est que l'on accepte une relation plus ouverte, moins hiérarchisée et pour tout dire moins clanique en direction des citoyens considérés comme majeurs.

Parler des pollutions accidentelles, c'est obligatoirement parler couramment de navigation, de transports maritimes, mais aussi d'environnement, de techniques de dépollution, de prévention, de justice, de santé, d'administration, d'armée, de bénévolat, de médias, de démocratie à tous niveaux, etc. Sur tous ces plans la relation avec la société civile est loin d'être ouverte.

Si dans des expériences comme celle du RadioPhare la société civile a montré qu'elle s'appropriait l'Internet d'une manière beaucoup plus vive que ce qu'elle aurait été capable de faire il y a encore deux ans, si elle a bousculé l'ordonnance classique entre les différentes sources d'information qui occupaient jusqu'alors le terrain de manière quasi exclusive, il reste que le dialogue ne s'est pas instauré avec les services de l'Etat, les scientifiques, les élus, les acteurs

Je ne prendrais que trois exemples précis pour illustrer le déficit.

Premier exemple : Il existe au ministère de l'environnement un "bureau chargé de l'information sur la prévention des risques majeurs, naturels et technologiques" qui dispose d'ailleurs d'un site sur l'Internet : www.prim.net. Ce bureau a également pris l'initiative de créer un réseau RIPRIM supposé permettre institutions concernées de coopérer à distance. Parce que le responsable de ce bureau était présent sur les listes de diffusion du RadioPhare depuis le début de l'affaire Erika, nous avons sollicité le droit de participer à ce réseau dont l'accès est protégé. Cela s'est avéré impossible car il aurait été trop déstabilisant pour les fonctionnaires de côtoyer ainsi un ou plusieurs membres du RadioPhare

Deuxième exemple : Dès le début de la crise nous avons répété sur RadioPhare que nous souhaitions la présence de Total dans nos débats et de même que j'avais ouvert des répertoires pour la libre expression de ceux qui militaient pour le boycott, de même j'étais prêt à ouvrir un répertoire pour la libre expression de Total au sein du RadioPhare. Peine perdue. Histoire de "positiver" j'ai essayé de faire remonter depuis le service de presse de Total cette suggestion "utile". J'ai même tenté de proposer un travail sur un terrain neutre en sollicitant une participation de Total à la formation initiale d'une dizaine de correspondant du RadioPhare à l'économie du transport maritime. Vaine tentative.

Troisième exemple : Dans 48 heures s'ouvriront les Entretiens Scientifiques de Brest qui sont cette année consacrés aux pollutions maritimes et telluriques sur les systèmes marins côtiers. Les organisateurs avaient demandé au RadioPhare d'organiser un forum à la fois parallèle et préparatoire à ses entretiens. J'étais particulièrement intéressé car il me semblait que c'était là l'occasion de réussir cette rencontre multipartite sur l'Internet qui ne s'était pas produite au cœur de la crise mais qui, avec le recul, et dans une atmosphère moins tendue pouvait peut-être avoir lieu enfin et être un élément utile pour la gestion des prochaines crises comparables. La seule condition que j'y mettais pour associer dans un même forum le RadioPhare et les Entretiens Scientifiques était que le fait de donner une contribution au forum soit marqué comme une obligation pour les intervenants. Finalement après deux mois de préparation, l'exercice a été annulé car il semblait moralement et techniquement impossible aux organisateurs d'aller au bout de cette exigence.

Finalement les politiques ne veulent ou ne savent pas encore jouer le jeu (je vous l'ai montré sur l'exemple des vigies), les services publics ne veulent ou ne savent pas encore jouer le jeu (c'est l'exemple du MATE et de l'information sur la prévention), les industriels ne veulent ou ne savent pas encore jouer le jeu (c'est l'exemple de Total) et enfin les scientifiques, les experts ne veulent ou ne savent pas encore jouer le jeu (c'est l'exemple des Entretiens scientifiques)

Dans ces conditions et pour longtemps le poids de l'Internet (c'est à dire au moins de manière symptomatique le poids de la société civile) dans la lutte contre une pollution accidentelle majeure risque de rester marginal.

A moins que...

Il n'est cependant pas interdit de rêver...Il est encore temps que nous mettions tous ensemble au travail dès demain matin pour éclairer les contours, révéler une société de l'information maritime de plein exercice c'est à dire un espace de coopération à travers lequel les différents acteurs se font obligation de coopérer de bonne foi et de façon confiante avec une vision claire de ce que pourrait être ce "bien public".

Longtemps avant l'Internet, le phare est l'exemple classique d'un bien public : tous les navires profitent de sa lumière, et les bénéfices que cette dernière procure restent les mêmes pour tous les bateaux, aussi nombreux qu'ils soient. Ensuite, l'histoire des phares illustre un message important : l'idée qu'un bien public n'a pas nécessairement à être fourni directement par les gouvernements. Au cours des siècles, les phares ont été bâtis et gérés par des investisseurs privés, des corporations maritimes et des associations des secteurs public et privé, sans compter les organes et organismes gouvernementaux. Du réseau mondial des phares à l'Internet, il y a plus qu'une métaphore, une véritable filiation.

En prenant le phare comme symbole d'un bien public, je ne fais qu'évoquer les travaux de Ronald Coase (prix nobel d'Economie : " The Lighthouse in Economics ")

A la suite du naufrage de l'Erika certains, ont cru urgent d'impulser la mise en place d'un Observatoire de la Marée Noire... Dans deux jours à Brest d'autres voudront répondre ingénument à la question : Faut-il créer un observatoire permanent des pollutions ? Sous-entendu faut-il créer et mettre en place un réseau de recherche et d'innovation technologiques sur le thème pollutions marines accidentelles et conséquences écologiques ?

Toutes ces actions ne sont pas en elles-mêmes de mauvaises actions mais elles peuvent le devenir assez vite à partir du moment où elles sont posées sur des bases incomplètes. (au final si l'on n'y prend garde ça risque au mieux de faire un nouveau RIPRIM totalement paranoïaque)

Aujourd'hui ce qui nous manque vraiment c'est un véritable "Observatoire de l'Information Maritime"... un observatoire indépendant autant que faire se peut, un observatoire dynamique capable de reconnaître les multiples productions utiles de tous les acteurs, capable d'accompagner et de favoriser le dialogue à flux tendu entre ces différents acteurs. C'est simple, ça ne coûte pas cher (une petite équipe permanente de deux ou trois personnes), ça ne demande pour fonctionner qu'un peu de volonté politique, un peu de légitimité accordée par les institutions politiques, scientifiques et industrielles représentées ici. Juste ce qu'il faut de pouvoir pour jouer la mouche du coche sans s'épuiser en vaines querelles.

C'est une vraie proposition sérieuse que vous fait le RadioPhare aujourd'hui, il ne tient qu'à vous de la saisir...

La mission d'un tel observatoire serait évidente : Tout comme l'Internet, le domaine maritime pose d'intéressants problèmes de liberté et de responsabilité, de confrontation des intérêts publics et privés, de droit international et de droit des Etats, de police et de justice enfin ; c'est aussi une ressource partagée qu'il convient de ne pas épuiser bêtement. Alors naturellement si l'on en vient à pointer systématiquement les lieux et les situations où les problématiques de la société maritime croisent celles de la société en réseaux le cocktail promet d'être non seulement jubilatoire et stimulant mais aussi particulièrement efficace pour le jour où surviendra la prochaine catastrophe. C'est à dire demain.